

libre propos

Sylvie BRUNEL

OGM et faim dans le monde : pour une charte des aliments essentiels

La faim et la malnutrition touchent 800 millions de personnes dans le monde. Face à ce fléau, les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont souvent présentés comme la panacée. Ils sont d'ailleurs omniprésents dans l'aide alimentaire, en particulier américaine, aux pays en développement, comme l'attestent à la fois la croissance notable des superficies cultivées en OGM et les taux de présence d'OGM dans les céréales fournies au Tiers monde. Mais la malnutrition est due d'abord à une mauvaise répartition de la production, et non à l'insuffisance des quantités produites. Les biotechnologies et les OGM sont donc loin d'être indispensables pour lutter contre ce fléau ; en revanche, ils pourraient offrir, à certaines conditions, des perspectives intéressantes pour renforcer la petite agriculture familiale, qui est la base de nombre de sociétés des pays du Sud. Il serait donc grand temps de mettre en œuvre, au niveau global, une « Charte des aliments essentiels », afin d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population mondiale.

Politique étrangère

La sécurité alimentaire mondiale soulève trois grandes questions de fond :

– la persistance d'une forte malnutrition touchant particulièrement les ruraux pauvres : 75 % des malnutris dans le monde (800 millions de

personnes au total) sont des paysans qui, tout en produisant de la nourriture, ne disposent pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour nourrir leur famille et sont à la merci de toutes les vulnérabilités, climatiques autant qu'économiques ;

– *l'inégalité des échanges agricoles malgré les tentatives de régulation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)* : les pays du Sud occupent une part croissante dans les importations mondiales de céréales et deviennent ainsi de plus en plus dépendants à l'égard des grands pays exportateurs (Etats-Unis et Europe), les cours mondiaux étant artificiellement baissés par l'importance des aides au secteur agricole dans les pays du Nord ;

– *les inquiétudes créées par les conséquences du réchauffement climatique*, notamment dans les pays situés dans des latitudes basses, qui seront les premiers touchés par des crises climatiques à la fréquence accrue, alors qu'y vivent les populations les plus vulnérables au risque alimentaire.

Face à toutes ces interrogations, les biotechnologies, et particulièrement les OGM¹, sont souvent présentées comme l'une des solutions à la malnutrition. En même temps, elles cristallisent deux inquiétudes majeures :

– celle des incertitudes de la science quant aux risques que font courir les plantes génétiquement modifiées. Les doutes persistent en effet sur l'éventuelle toxicité sanitaire des OGM (voir à cet égard les procès concernant des allergies qui seraient apparues chez des consommateurs américains ayant consommé du maïs « Starlink », destiné initialement à l'alimentation animale mais détecté dans la chaîne alimentaire humaine) et sur le danger de pollution environnementale, avec la dissémination des OGM dans la nature et leur croisement avec des plantes sauvages, donc l'apparition possible de résistances susceptibles de nécessiter encore plus de pesticides et d'herbicides... résultat

1. OGM, organisme génétiquement modifié. Se dit de tout organisme dans lesquels les techniques de manipulation génétique ont permis d'introduire un gène issu d'un autre organisme vivant (gène de résistance aux maladies par exemple) en franchissant la barrière des espèces. Les OGM ne doivent pas être confondus avec les hybrides, obtenus par sélection génétique, c'est-à-dire croisement successif sur plusieurs générations de plantes de la même espèce, comme les VHR (variétés à haut rendement utilisées dans le cadre de la Révolution verte), ni avec les plantes dites SAGE (Sans Apport de Gène Extérieur), dont l'hybridation accélérée s'obtient par manipulation génétique au sein de la même espèce.

opposé à l'objectif présenté comme initialement recherché par les promoteurs des OGM ;

– celle du risque encouru par les pays en développement de perdre leurs débouchés agricoles principaux – les marchés des pays riches –, c'est-à-dire une grande partie de leurs recettes d'exportation, à cause de l'apparition de produits de synthèse et de culture hors-sol obtenus à proximité des bassins de consommation (ce qui est déjà le cas – sans appel aux OGM – pour la vanille et le caoutchouc), tout en étant dépossédés de leur patrimoine génétique par des dépôts de brevets de la part des grandes firmes des pays riches. Ce risque n'est pas théorique : l'OMC a acté en 1999, dans le cadre des accords sur la propriété intellectuelle (TRIPs)², le principe de la brevetabilité du vivant dès lors qu'il y a découverte de la séquence d'un gène et de sa fonction, ouvrant ainsi une compétition mondiale aux enjeux colossaux. L'Inde a dû tenter une procédure auprès de cet organisme pour éviter des dépôts de brevets concernant deux plantes appartenant au patrimoine national de ce pays : le riz basmati et l'arbre neen, aux propriétés pharmacologiques.

Une réalité : la diffusion rapide des OGM dans le monde

La question des OGM concerne au premier chef les organisations humanitaires comme Action contre la Faim (ACF), Oxfam ou Care, qui se trouvent confrontées de fait à la diffusion des OGM par le biais de l'aide-alimentaire. Dans leurs campagnes de communication, les grandes firmes agro-alimentaires (98 % de la production actuelle d'OGM) ont longtemps présenté les OGM comme la solution pour vaincre la faim (*cf.* la campagne de Monsanto en 1998-1999), même si elles ont réorienté récemment leur discours en faisant des OGM les meilleurs défenseurs de l'environnement – thème visiblement jugé plus « porteur » –, arguant que les propriétés de résistance spécifique des OGM permettraient d'employer moins de pesticides et d'herbicides. Le récent rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain (2001) présente lui aussi les OGM comme un atout essentiel dans la lutte contre la faim.

2. *Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights* (ADPIC en français), conclus pour la première fois en avril 1994 à Marrakech aux termes de l'Uruguay Round.

La question des OGM concerne donc les agences d'aide parce que, pour elles, ces organismes sont déjà une réalité : l'aide alimentaire, notamment, semble aujourd'hui le vecteur privilégié de la dissémination des OGM dans le Tiers monde. ACF a ainsi trouvé plus de 4 % de maïs génétiquement modifié (soit une proportion bien supérieure au seuil de déclaration obligatoire de 1 % fixé en Europe) dans l'aide alimentaire, d'origine américaine, fournie en 1999-2000 par le Programme alimentaire mondial pour ses distributions de nourriture en Somalie. Selon Solagral (rapport 2001), l'organisation humanitaire anglo-saxonne CARE distribuerait, dans le cadre de ses programmes de micro-crédit, des semences de maïs OGM en Colombie, et l'Equateur aurait reçu au titre de la PL 480 (loi sur l'aide alimentaire américaine) du soja génétiquement modifié destiné aux orphelinats du pays. L'aide alimentaire américaine constitue ainsi le « cheval de Troie » des OGM dans le Tiers monde, qui est par ailleurs en train de se transformer en un gigantesque champ d'expérimentation grandeur nature. L'impressionnante croissance des superficies cultivées en OGM dans le monde, passées de 1 million d'hectares en 1996 à plus de 44 millions en 2000 (soit l'équivalent d'une fois et demie la superficie agricole utile de la France !) et à 53 millions en 2001, ne concerne pas seulement les Etats-Unis – bien que largement en tête avec plus des deux tiers des surfaces – ou le Canada, mais des pays en développement tels que l'Argentine, le Brésil, la Chine ou l'Inde. Le soja arrive en tête des plantes cultivées (58 % des surfaces), suivi par le maïs (23 %), le coton (12 %) et le colza (6 %) : les besoins de l'alimentation animale dans les pays émergents et ceux des industries agro-alimentaires conditionnent l'orientation des recherches, qui sont d'abord et avant tout menées par de grandes firmes privées.

Leur objectif est de contrôler la totalité du cycle de la production agricole, depuis le champ du cultivateur jusqu'à la fourchette du consommateur. Le but est de fournir au paysan des semences génétiquement modifiées à haut rendement (qu'il lui faut en général renouveler tous les ans sous peine de perdre les qualités intrinsèques à la plante semée, comme c'est aussi le cas d'ailleurs des variétés obtenues par hybridation), associées à des herbicides et des pesticides spécifiques – le plus célèbre d'entre eux est le « Round-Up », fourni par la firme Monsanto.

Ayant acquis des gènes de résistance aux ravageurs (maladies, insectes, micro-organismes), ce qui accroît les rendements tout en facilitant le travail de l'agriculteur, les plantes OGM obtenues sont aussi conçues pour être mieux appropriées aux processus de transformation employés dans l'industrie agroalimentaire : tomates plus fermes et qui se conservent mieux, cotons de couleur, etc. Au bout de la chaîne, les besoins et les attentes des consommateurs des pays développés, qui constituent pourtant, en vertu de leur pouvoir d'achat élevé, les ultimes destinataires et les cibles réelles des firmes agro-alimentaires et chimiques, ont été finalement très peu pris en compte. D'où la levée de boucliers qu'a suscité ce que les grandes organisations environnementales ont qualifié de « politique du fait accompli », dénonçant la « nourriture Frankenstein » (Greenpeace) et la transformation du paysan en ouvrier spécialisé au service du grand capital (Confédération paysanne).

Au-delà de l'adoption nécessaire d'un principe de précaution strict face aux éventuels dangers que fait courir la dissémination des OGM à travers le monde, la question de leur utilité pour combattre le fléau persistant de la faim dans le monde doit être posée.

Les biotechnologies ne sont pas indispensables pour lutter contre la faim dans le monde

Les biotechnologies ne sont pas indispensables aujourd'hui pour faire reculer la faim dans le monde, qui s'explique d'abord pour des raisons non de production mais de répartition. Une première constatation s'impose : la faiblesse des connaissances concernant le nombre, la nature et la localisation des recherches en matière de plantes génétiquement modifiées visant à améliorer le sort des populations malnutries. L'inventaire des recherches utiles pour lutter contre la faim n'existe pas à ce jour, pas même dans le rapport 2001 du PNUD qui en défend pourtant le principe.

Certes, quelques découvertes sont systématiquement mises en avant. Elles constituent la vitrine de l'argumentation selon laquelle les OGM seraient indispensables pour lutter contre la faim. Le produit phare est sans conteste le fameux « Golden Rice », ce « riz doré » enrichi à la vitamine A et en fer, dont l'élaboration par la filiale semences de la

firme Novartis, Syngenta, a nécessité pas moins de 70 brevets, et qui fut mis ensuite à disposition de la recherche agronomique internationale. On peut citer aussi les travaux menés dans les pays du Maghreb sur les palmiers-dattiers résistants à la sécheresse, ou la pomme de terre enrichie en acides aminés sur lesquels travaillent actuellement des chercheurs indiens, ou encore le fameux « Nerica » (*New Rice for Africa*), obtenu en 1997 en Côte-d'Ivoire, où il se développe aujourd'hui rapidement bien qu'il ne s'agisse pas d'une plante OGM mais d'un hybride SAGE, obtenu par manipulation génétique en croisant un riz africain et un riz asiatique. Par ailleurs, certains pays dits en développement, comme l'Inde et la Chine, investissent massivement dans la recherche agronomique sur les OGM.

Une différenciation agricole croissante s'opère ainsi entre une agriculture de haute technologie, qui se développe autant dans les pays riches que dans les pays émergents, et la permanence d'une agriculture paysanne fondée sur de petites exploitations familiales, qui continue à constituer le gros des paysanneries du Sud mais qui subsiste aussi, avec des difficultés de revenu importantes, dans les pays développés. L'opposition agricole ne se situe plus entre le Nord et le Sud, mais entre des régions d'agriculture intensive employant les moyens de production les plus modernes, bénéficiant d'investissements massifs mais employant au total peu de personnes, et les régions d'agriculture traditionnelle, qui reposent sur la polyculture, l'association de l'agriculture et de l'élevage, le pastoralisme, et dont les rendements restent faibles, la vulnérabilité élevée et les débouchés souvent aléatoires.

La question de la faim dans le monde s'inscrit dans ce contexte. L'idée qu'elle puisse être réglée par des solutions techniques, qu'il s'agisse de la révolution verte hier ou des biotechnologies aujourd'hui, a toujours constitué le fondement d'un discours scientifique confiant dans les vertus du progrès. Il est certain que l'accroissement des rendements agricoles (multipliés par quatre au cours du XX^e siècle), fondé notamment sur le recours à des variétés hybrides à haut rendement (VHR) issues de la recherche agronomique, a permis au monde de voir s'éloigner le spectre de la famine, qui menaçait l'humanité depuis son origine. Aujourd'hui, les quantités produites sont en principe largement suffisantes pour nourrir la totalité de l'humanité : ce n'est pas la quantité

de nourriture produite qui a failli à remplir sa mission nourricière, mais sa répartition.

Pourtant, c'est toujours sur une inquiétude malthusienne que se fonde le discours en faveur des OGM : la croissance de la population mondiale rendrait indispensable le recours à de nouvelles variétés agricoles, l'intensification constituant la seule parade pour nourrir des hommes de plus en plus nombreux sur des espaces agricoles qui, eux, se réduisent. Le géographe Jean-Paul Charvet souligne ainsi qu'il faudra augmenter de 330 millions de tonnes la production mondiale de céréales, qui oscille actuellement autour de 2 milliards de tonnes, pour nourrir le milliard d'individus supplémentaire qui viendra peupler la terre d'ici 2015. Sachant, explique-t-il, que 15 millions d'hectares de terres cultivables sont perdus chaque année du fait de l'urbanisation et de l'extension des réseaux, des dégradations environnementales et de la désertification, recourir aux OGM est inévitable³.

La Food and Agriculture Organisation (FAO)⁴ rétorque à cette argumentation que l'humanité peut très bien se passer d'OGM, dans la mesure où l'offre alimentaire augmente plus vite que la population mondiale depuis le début des années 1960, ce qui a permis d'accroître de 20 % les quantités disponibles par habitant : la disponibilité actuelle serait de l'ordre de 2 700 calories par personne et par jour au niveau mondial (ce qui est largement supérieur aux besoins, estimés à 2 100 calories environ), y compris dans les pays en développement, qui disposeraient globalement de plus de 2 500 calories par habitant et par jour.

Le ralentissement récent de la croissance de la production agricole mondiale n'est nullement dû à une sorte d'impossibilité matérielle de produire plus, mais à des restrictions volontaires de la production (gel des terres, jachères subventionnées, etc.) pratiquées par des pays riches soucieux, en limitant l'offre, de faire remonter les prix. La FAO souligne par ailleurs que 700 millions d'hectares supplémentaires, qui ne font partie ni des zones protégées ni des zones inhabitables, pour-

3. « Qui va nourrir le Sud ? », colloque sur la sécurité alimentaire mondiale, secrétariat d'Etat au Commerce, 2 octobre 2001, Paris (actes en cours de publication).

4. « Pour nourrir les 800 millions qui ont faim, on n'a pas besoin d'OGM », interview de Jacques Diouf, directeur général de la FAO, *Le Monde*, 11 mai 2001.

raient être mis en culture dans les pays en développement, principalement en Amérique latine et en Afrique, ce qui permettrait de doubler leur superficie agricole utile actuelle. Elle rappelle aussi que plus de 20 % des récoltes dans les pays du Sud sont actuellement perdues sur pied ou au moment du stockage du fait des ravageurs et de procédés de conservation inadéquats. Le champ d'accroissement des disponibilités alimentaires, sans même recourir aux OGM, est donc, selon la FAO, considérable.

Ces arguments nous renvoient aux vraies raisons de la persistance de la faim dans un monde d'abondance : on ne peut prétendre résoudre par des réponses purement techniques un fléau qui s'explique d'abord par l'impossibilité pour des millions d'hommes d'avoir accès à la nourriture faute d'un pouvoir d'achat suffisant. La faim est un problème d'injustice économique et foncière, d'inégalités sociales, de sous-développement. Ceux qui ont faim n'ont pas d'argent pour se procurer de la nourriture, quand bien même celle-ci existerait à proximité, et ils ne produisent pas suffisamment pour faire face à leurs besoins alimentaires. Ils n'ont pas accès à la nourriture parce qu'ils ne sont pas consommateurs. Or, la production alimentaire mondiale s'ajuste d'abord à la demande solvable.

C'est si vrai qu'il suffirait d'affecter 10 % seulement des stocks mondiaux de céréales – plus de 200 millions de tonnes environ, trois fois plus si l'on prend en compte ce qui est emmagasiné dans les greniers indiens et, surtout, chinois – à des distributions de nourriture pour régler le problème de la malnutrition mondiale. Du moins temporairement et en théorie, car, outre le fait que ces distributions décourageraient définitivement les producteurs agricoles du Sud, placés dans l'impossibilité de vendre leurs productions, elles auraient pour effet néfaste de transformer des millions de personnes en assistés permanents, ce qui ne résoudrait nullement les questions de fond que sont le statut social de ces personnes et la nécessité absolue de leur permettre de mener une vie autonome, digne et viable. Économiquement, une telle mesure serait une impasse, car la constitution d'un marché intérieur dans les pays pauvres représente la condition essentielle de leur développement. Politiquement, elle présenterait le danger de voir des masses de miséreux, certes nourris au plus juste, mais insatisfaits

de leurs conditions de vie précaires et de leur absence de perspective, former le terreau propice à toutes les révoltes.

Balayer d'un revers de main les cris d'alarme sur la nécessaire augmentation de l'offre alimentaire mondiale, qui constitue aujourd'hui un des principaux arguments pro-OGM, serait donc une faute : pour intervenir dans de nombreux pays touchés par la malnutrition, les organisations humanitaires savent très bien que la petite agriculture familiale paysanne peine à nourrir les populations nombreuses qui continuent à dépendre d'elle.

Les biotechnologies peuvent aider la petite agriculture familiale

Les biotechnologies pourraient offrir des perspectives intéressantes pour le renforcement de la petite agriculture familiale paysanne. Une forte proportion de malnutris dans le monde vit dans des zones défavorisées, à la merci des aléas climatiques. Les biotechnologies peuvent constituer un réel atout pour renforcer les capacités productives de ces paysans des régions les plus vulnérables. Le réchauffement climatique en cours a déjà pour effet d'accroître la fréquence des crises naturelles, particulièrement aux basses latitudes : les cyclones, les raz-de-marée, les sécheresses prolongées et les pluies diluviennes sont des phénomènes de plus en plus violents et répandus dans la zone intertropicale, où ils affectent les populations les plus exposées aux risques, qui sont toujours les plus pauvres. Au Sahel, en Amérique comme en Asie centrale, les programmes des organisations humanitaires tentent de renforcer la capacité de personnes de plus en plus nombreuses à subsister sur des terres marginales, inondables, trop pentues, ou dont les sols se sont appauvris à force d'avoir été sollicités.

Développer des plantes appropriées à ces conditions extrêmes, plus résistantes au manque d'eau par exemple, ou mieux aptes à fixer l'azote dans des terres pauvres, permettraient à ces populations de disposer de variétés améliorées dans les terroirs dans lesquels elles vivent, et de pouvoir accroître, quels que soient les aléas climatiques, leur production de nourriture. C'est une des pistes de recherche de la « révolution doublement verte », dont le but est de lutter contre la pauvreté rurale tout en préservant les écosystèmes. En tirant parti des savoir-faire locaux, la recherche agronomique pourrait développer des

OGM adaptés aux problèmes spécifiques des zones vulnérables. Par ailleurs, aux niveaux régional et local, une offre agricole abondante, voire excédentaire, est le seul moyen de maintenir des prix agricoles suffisamment bas pour rendre la nourriture accessible aux plus pauvres, qui sont précisément les malnutris.

Travailler à l'accroissement de l'offre alimentaire dans les pays pauvres permettrait d'éviter le renforcement de l'« arme verte », qui est déjà aux mains des grands pays producteurs de céréales, et notamment des Etats-Unis, qui détiennent les deux tiers du marché mondial des céréales, blé en tête. Voilà pourquoi les OGM peuvent constituer une piste intéressante à condition que les travaux s'orientent bien dans ce sens. Tout comme la révolution verte des années 1965-1970 en Asie s'est appuyée à la fois sur une prouesse technique, les VHR, et sur de profondes réformes économiques, avec notamment l'accroissement du prix payé au producteur, affirmer que les OGM peuvent offrir une opportunité intéressante dans la lutte contre la faim dans le monde suppose qu'un certain nombre de conditions soient réunies :

- la recherche agronomique doit être menée au service de ces paysannes nombreuses et vulnérables. Sans sous-estimer le rôle des entreprises et des fondations privées (certaines d'entre elles, comme les fondations Ford et Rockefeller, ont joué un rôle essentiel dans la révolution verte), il est essentiel que ces recherches s'inscrivent dans le cadre de vastes programmes publics, orientés dans le sens de l'intérêt général. Or, moins de 1 % de la recherche sur les biotechnologies concerne aujourd'hui l'Afrique, qui est pourtant le continent le plus exposé au risque alimentaire ;
- cette recherche doit aussi être mise au service du développement de la petite agriculture familiale paysanne, qui constitue le pilier de la sécurité alimentaire des régions pauvres et vulnérables. Renforcer sa capacité de résistance aux risques, lui permettre d'accroître et de diversifier son offre alimentaire et de pouvoir constituer des réserves au lieu de subsister au jour le jour dans un régime d'autosubsistance précaire sont des priorités pour faire reculer la pauvreté rurale, donc le sous-développement ;
- de tels programmes de recherche – qui, il faut le rappeler, ne porteront leurs fruits que dans une dizaine d'années, durée nécessaire à ce

que de nouvelles variétés soient mises au point, testées, puis diffusées – doivent nécessairement s’accompagner de véritables réformes économiques. Les plantes ainsi élaborées, qu’elles soient OGM, SAGE ou hybrides, doivent être mises à disposition des grands centres de développement agronomiques des pays tropicaux pour pouvoir être ensuite diffusées auprès des paysans. Elles doivent donc faire l’objet d’abandon de brevets ou de leur mise à disposition dans le cadre de grands programmes publics ;

– enfin, les pays du Nord doivent profondément modifier leurs pratiques dans le domaine des exportations agricoles et reconnaître le droit des pays du Sud à la « souveraineté alimentaire », c’est-à-dire la possibilité de pouvoir mener leurs propres politiques de développement agricole, et protéger et soutenir les agriculteurs à l’égal de ce qui a permis aux pays du Nord d’atteindre l’autosuffisance alimentaire. Alors que les accords de l’OMC prévoyaient la suppression à terme des subventions aux exportations agricoles, dont la conséquence est de rendre artificiel le cours mondial des céréales, qui ne correspond nullement aux coûts de production réels, les soutiens n’ont pas cessé au sein des pays de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : ils dépensent toujours chaque année plus de 350 milliards de dollars pour leurs aides à l’agriculture. Selon Jean-Paul Charvet⁵, les aides directes au revenu ont même augmenté de 700 % aux Etats-Unis entre 1996 et 2000 ! De telles pratiques dévastent l’agriculture des producteurs du Tiers monde.

Un programme « Aliments essentiels » pour une véritable agriculture du développement

Tout comme certaines ONG médicales, à l’instar de Médecins sans frontières, se sont engagées en faveur de « médicaments essentiels » dont les brevets sont libres de droit, afin de permettre aux pays du Tiers monde de pouvoir lutter contre des pathologies meurtrières, il paraît nécessaire que soit reconnue, au sein de l’OMC notamment, la notion d’« aliments essentiels » au service de la lutte contre la faim dans les pays pauvres.

5. *Grain Magazine*, n° 2, 2000.

Actuellement, le Tiers monde n'a aucune garantie concernant la capacité des OGM à « régler » le problème de la malnutrition : même s'il existe des recherches permettant en théorie d'améliorer la situation des malnutris, les conventions de l'OMC sur les brevets et la propriété intellectuelle (TRIP'S et TRIM'S) risquent d'en confisquer les bénéfices au profit des grandes firmes multinationales des pays du Nord et au détriment des pays pauvres. Les brevets d'un certain nombre d'aliments issus des recherches biotechnologiques et réellement utiles pour permettre de soulager la situation des malnutris (plantes résistantes au stress hydrique, plantes utiles dans le cadre de la « révolution doublement verte », plantes pour sols très pauvres...) doivent faire l'objet d'une mise à disposition des centres de recherches agronomiques internationaux, pour que les pays du Sud qui souhaitent les diffuser (dans le cadre notamment de programmes de coopération financés par l'aide publique au développement) ne se heurtent pas à des barrières juridiques, donc financières. Ces aliments entreraient donc dans ce qu'on appelle aujourd'hui les « biens publics globaux ».

Pour mener à bien ce projet, il est impératif de connaître préalablement quels aliments destinés à améliorer la situation des malnutris sont actuellement à l'étude dans les centres de recherches publics et privés. Une fois ces aliments recensés (et leur statut connu), il faut identifier les plus utiles d'entre eux afin d'exiger l'adoption d'une législation internationale visant à les transformer, sous le label « aliments essentiels », en biens publics globaux faisant partie du patrimoine commun de l'humanité. C'est dans ce cadre seulement que les biotechnologies peuvent être d'un réel secours face aux grands défis de la sécurité alimentaire de demain : accroissement de la variabilité climatique, pression démographique croissante sur des espaces fragiles, multiplication des pollutions environnementales et de la tension sur l'accès à l'eau...

Il est toutefois nécessaire d'inscrire un tel combat dans le cadre plus global de la recherche d'une véritable agriculture du développement, qui soit écologiquement, économiquement et socialement viable. La petite agriculture familiale paysanne, pilier de la sécurité alimentaire, doit se voir reconnaître un droit à la protection équivalent à celui dont bénéficient les paysanneries du Nord.

Soutenir la paysannerie des pays pauvres, qui continue aujourd'hui encore d'employer un actif sur deux, constitue, en permettant l'éclosion d'un marché intérieur, le soubassement le plus sûr du développement économique. Elle ne doit pas rester l'apanage des pays riches, qui ruinent aujourd'hui, par leurs exportations massives de produits agricoles à des prix artificiellement bas, un processus équivalent dans les pays du Sud. Voilà pourquoi la promotion des aliments essentiels ne doit pas se limiter à la mise en œuvre de vastes programmes de recherche agronomique publics, assortis d'abandons de brevets : elle doit s'accompagner d'une politique de développement rural, axée sur la petite agriculture familiale paysanne qui doit, dans tous les pays, être formée, protégée, soutenue financièrement et encadrée techniquement.

Une « Charte des Aliments essentiels » devrait voir le jour. Ses principales composantes seraient :

- de répertorier les recherches actuellement en cours dans les instituts de recherche agronomique publics (FAO, GCRAI et, en France, Génoplante, INRA, ORSTOM, CIRAD...) et privés (Limagrain, Novartis, Adventis, Monsanto...), qui seraient utiles en faveur de la promotion d'une agriculture du développement ;
- d'obtenir, à partir de ce fonds existant, le lancement d'un vaste programme international de recherches, financé sur fonds publics, de façon à permettre au niveau local le développement de variétés utiles au renforcement des zones les plus vulnérables ;
- de créer un fonds qui puisse acquérir les brevets correspondants pour les mettre à disposition des pays en développement (dans le cadre du Fonds mondial pour l'Environnement ?) ;
- d'agir au niveau de l'OMC, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour que la petite agriculture familiale paysanne ne soit plus sacrifiée, tant dans les politiques d'échanges agricoles internationaux que dans les mesures d'ajustement économique interne : une véritable politique alimentaire doit comprendre à la fois des solutions techniques et des mesures de soutien et d'encouragement économique ;

– d’agir au niveau des Etats pour qu’ils prennent conscience que la vraie lutte contre la pauvreté et que le développement durable passent par la promotion de la petite agriculture paysanne familiale, qui fait toujours vivre 60 % des habitants du Tiers monde.

La sécurité alimentaire, c’est-à-dire le droit d’accès pour chaque être humain à une nourriture suffisante, saine et disponible à tout moment, doit devenir un bien public international. Le programme « Aliments essentiels » pourrait en constituer un des fers de lance concrets.